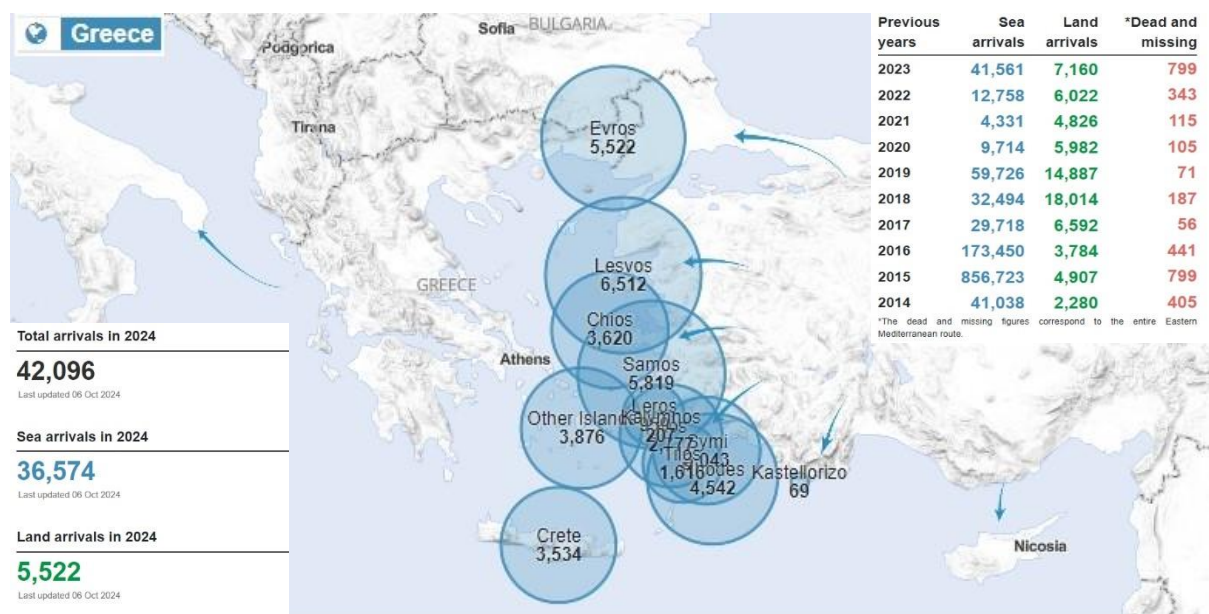


Fiche d'information Grèce – mise à jour 2024

État en octobre 2024

1 Faits et chiffres

La Grèce, située aux frontières extérieures de l'Union européenne (UE), est une route migratoire particulièrement importante depuis la Turquie. Jusqu'au 06 octobre 2024, 42'096 personnes en quête de protection sont entrées dans l'UE via la Grèce, selon le HCR, en 2024.¹



Arrivées en Grèce de janvier au 6 octobre 2024. Source : HCR

2 Pratique et jurisprudence

Selon ses propres indications, le Secrétariat d'État aux migrations (SEM) renonce dans une large mesure à recourir à la procédure Dublin avec la Grèce². En 2022, il y a eu trois transferts Dublin vers ce pays (sur neuf approbations de la Grèce). Jusqu'à la fin du mois de juin 2023, 12 requêtes de prise en charge au titre du règlement Dublin III ont été faites à la Grèce. Elle en a accepté une. Aucun transfert n'a eu lieu³. Fin août 2024, la Grèce avait reçu 69 demandes de prise en charge dans le cadre d'une procédure Dublin ; dans 42 cas, la Grèce a donné son accord et un transfert a eu lieu dans un cas.⁴ Le Tribunal administratif

¹ Situation Europe Sea Arrivals (unhcr.org).

² SEM, *Manuel Asile et retour*, état au 1er mars 2019, C 3 – procédure Dublin, p. 14.

³ SEM, *Statistique en matière d'asile*, 7-50: Dublin: requêtes, règlements et transferts.

⁴ SEM, *Statistique de l'asile 2024*, 7-50: Dublin: requêtes, règlements et transferts, Mouvements 2024, état au 31.08.2024.

fédéral (TAF) n'a rendu aucun arrêt concernant des renvois vers la Grèce au titre du **règlement Dublin III** au cours du premier semestre 2024.

En juillet 2024, le SEM a rendu des décisions de non-entrée en matière Dublin dans divers cas de personnes en provenance de Turquie. Cela représente un changement de pratique,⁵ les recours des procédures correspondantes sont actuellement pendants devant le TAF. La présente analyse se concentre toutefois sur la constellation des procédures d'Etats tiers, c'est-à-dire sur les personnes auxquelles un statut de protection a été accordé dans le cadre de la procédure d'asile grecque.

La pratique suisse en ce qui concerne la Grèce **en tant qu'État tiers sûr** est restrictive. Le SEM et le TAF partent généralement du principe que les personnes bénéficiant d'un statut de protection en Grèce peuvent y être renvoyées. Sur 103 arrêts rendus en 2024 (publication jusqu'au 31 août 2024) portant sur les États tiers sûrs, 83 concernaient la Grèce. Sept recours ont été admis.

Pour ce qui est de la Grèce en tant qu'**État tiers sûr**, si le Tribunal reconnaît la situation précaire dans laquelle se trouvent les personnes bénéficiant d'une protection en Grèce, il n'y voit pas de discrimination systématique. Le Tribunal nie également le risque de violation de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) (interdiction de la torture, de peines ou de traitements inhumains ou dégradants).

Un arrêt de référence⁶ a toutefois précisé en mars 2022 la jurisprudence relative au caractère raisonnablement exigible du renvoi des familles avec enfants et des personnes très vulnérables. Un examen plus approfondi doit être effectué pour ces groupes de personnes. Le renvoi de familles et de personnes extrêmement vulnérables ne peut, en principe, plus être jugé raisonnablement exigible. Cette évolution est encourageante, même si l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) estime qu'elle n'est pas encore suffisante.

Arrêts importants

CEDH	21.01.11	Étape clé Dublin-Grèce ; la CEDH a constaté en l'espèce une violation de l'article 3 de la CEDH en raison des conditions de vie et de détention en Grèce (informations complémentaires).	M.S.S. v. Belgium and Greece (no. 30696/09)
CJUE	21.12.11	Conséquence pour l'application du Règlement Dublin. Arrêt des renvois à l'échelle européenne	Affaires jointes C-411/10 et C-493/10
TAF	13.02.20	Arrêt de référence, critique	D-559/2020
Comité européen des droits sociaux	12.07.21	Décision; les conditions de vie des enfants réfugiés en Grèce ne respectent pas les droits humains.	ICJ et ECRE c. Grèce

⁵ L'OSAR voit ce changement de pratique d'un œil critique car, de son point de vue, il existe toujours des lacunes systémiques dans le système d'asile grec, voir à ce sujet Grèce (osar.ch).

⁶ TAF, arrêt de référence [E-3427/2021](#) et E-3431/2021 du 28 mars 2022 (en allemand).

TAF	28.03.22	Arrêt de référence (approbation) ; le caractère raisonnablement exigible du renvoi de familles et de personnes extrêmement vulnérables n'est en principe plus acceptable et doit être clarifié de manière approfondie.	E-3427/2021 et E-3431/2021
CEDH	16.01.24	Jugement pour usage de la force par les garde-côtes grecs : ceux-ci avaient tiré treize coups de feu sur un bateau de réfugiés en 2014. Plusieurs personnes ont été blessées par les tirs, un occupant du bateau est décédé. Une enquête du parquet contre les agents a été classée sans suite. Une violation de l'article 2 de la CEDH (droit à la vie) a été confirmée par la Cour.	Alkhatib et autres c. Grèce (No.3566/16)
CEDH	18.01.24	Condamnation de la Grèce pour violation des articles 8, 3, 13 en combinaison avec les articles 3 et 8 de la CEDH	T.K. c. Grèce (no. 16112/20)
CEDH	23.01.24	Arrêt concernant les conditions de vie d'un mineur non accompagné en Grèce : constatation d'une violation de l'art. 3 CEDH	O.R. c. Grèce (no. 24650/19)
CEDH	23.05.24	Condamnation pour violation de l'article 3 CEDH en raison de la détention d'un mineur	W.S c. Grèce (no.65275/19)
CEDH	18.04.24	Condamnation pour violation de l'article 3 CEDH en ce qui concerne les conditions de vie dans le centre d'accueil de Samos	A.R. and others v. Greece (no.59841/19)

3 Situation des personnes bénéficiant d'une protection en Grèce

La situation des personnes bénéficiant d'un statut de protection en Grèce est fragile à plusieurs égards, la protection accordée demeure purement théorique, sans réelle application pratique. Depuis juin 2020, elles sont tenues de quitter leur hébergement au plus tard 30 jours après avoir été reconnues comme telles. Il n'existe ni assistance de l'État ni assistance financière. En conséquence, les personnes bénéficiant d'un statut de protection en Grèce se retrouvent généralement sans abri et luttent pour leurs besoins les plus élémentaires. L'accès au marché du travail est très difficile ; il n'existe pas de programmes publics d'insertion sur le marché du travail. L'accès au marché du travail et au système de santé publique nécessite un numéro de sécurité sociale dont l'obtention est subordonnée à divers obstacles et conditions bureaucratiques. Il n'existe en Grèce aucune voie de recours effectif pour les personnes au bénéfice d'un statut de protection internationale qui se voient nier leurs droits socioéconomiques et se retrouvent dans un état de dénuement matériel extrême, en violation de l'article 3 CEDH.

4 Position de l'OSAR

L'OSAR s'oppose aux renvois de personnes au titre du règlement Dublin III et de l'accord de réadmission (personnes bénéficiant d'un statut de protection en Grèce).

Du point de vue de l'OSAR, il existe un risque prépondérant de violation de l'article 3 de la CEDH en cas de renvoi vers la Grèce en raison de la surcharge du système d'asile et de l'absence d'assistance de l'État en cas de reconnaissance du statut.

5 Sources et rapports

SFH	page sur la Grèce sur notre site page sur la Grèce sur Asylwiki	
RSA	https://rsaegan.org/en/#	
CPT	Report to the Greek Government on the visit to Greece carried out by the European Committee for the Prevention of Torture and Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (CPT) from 20 November to 1 December 2023	12/07/2024
RSA	Commentaire sur le nouveau régime d'asile européen (CEAS): New Pact on Migration and Asylum: Impermissible regression of standards for asylum seekers -The reform of the Common European Asylum System (CEAS)-	07/2024
Mobile Info Team / Refugee Legal Support	Rapport sur les conditions de vie dans les camps en Grèce continentale: Voices from the Camp: Living Conditions and Access to Services in Refugee Camps on the Greek Mainland	07/2024
ECRE / AIDA	AIDA Report Greece, 2023 Update	06/2024
RSA	Statistiques de la procédure d'asile en Grèce: The Greek asylum procedure in figures in 2023 – Analysis of main trends in refugee protection	06/2024
GNCHR/ Recording Mechanism	Recording mechanism of incidents of informal forced returns –annual report 2023-	06/2024
ACCORD	Rapport sur la procédure de protection subsidiaire et sur l'ampleur de la protection subsidiaire: Temporary Protection Greece - 2023 Update	06/2024
RSA	Statistiques sur les détentions: Policy note - Immigration detention in Greece in 2023: Refugees arbitrarily deprived of their liberty despite unfeasible deportations	05/2024
RSA / Pro Asyl	Rapport sur l'accès aux documents requis et aux droits pour les bénéficiaires de la protection subsidiaire: Beneficiaries of international protection in Greece – Access to documents and social-economic rights	03/2024
RSA/ Pro Asyl	Étude sur le concept de pays tiers sûr et sa mise en œuvre dans le système d'asile grec: The Concept of "Safe Third Country" - Legal Standards & Implementation in the Greek Asylum System	02/2024
The Greek Ombudsman	Rapport du gouvernement grec sur les conditions d'accueil et la procédure pour les personnes en quête de protection: The Challenge of Migratory Flows and Refugee Protection - Reception Conditions and Procedures	2024
Marine Casalis; Dominik Hangartner; Alexandra Hartman; Rodrigo Sánchez	Etude sur les opportunités et les défis dans le domaine de l'intégration: Home for Good? Obstacles and Opportunities for Refugees and Asylum Seekers in Greece	12/2023
RSA / Pro Asyl	The state of the Greek asylum system, twelve years since M.S.S. - RSA & Stiftung PRO ASYL - Submission to the Committee of Ministers of the Council of Europe in the cases of M.S.S. v. Belgium and Greece & Rahimi v. Greece	07/2023
INTERSOS Hellas, Greek Forum of Migrants, GRC, HIAS	Analyse de la situation alimentaire en Grèce: Being hungry in Europe: An analysis of the food insecurity experienced by refugees, asylum seekers, migrants and undocumented people in Greece.	05/2023
Greek Refugee Council, Save the children	Rapport sur les défis auxquels sont confrontés les mineurs non accompagnés en Grèce: Without papers, there is no life - Legal barriers in access to protection for unaccompanied children in Greece	31/05/2023

GRETA	Deuxième rapport du GRETA sur la Grèce: Report concerning the implementation of the Council of Europe Convention on Action against Trafficking in Human Beings by Greece	23/03/2023
RSA/Pro Asyl	Rapport sur l'accès aux documents requis et aux droits pour les bénéficiaires de la protection subsidiaire: Beneficiaries of international protection in Greece – Access to documents and socio-economic rights	03/2023